



République du Sénégal
Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT FEMININ ET DE LA MICROFINANCE

DIRECTION DE LA MICROFINANCE

**Compte Rendu de la Quatorzième Réunion
du Comité National de Coordination des
Activités de Microfinance (CNC)**

Dakar, le 27 octobre 2010

DATE : Mercredi 27 octobre 2010	Heure :	10h 15– 13h 00	Lieu : Hôtel Pullman (Dakar)
PRESIDENCE	M. Tafsir Amadou MBAYE, Directeur de la Microfinance		
SECRETARIAT	M. Waly Clément FAYE, Responsable Suivi-évaluation (Direction de la Microfinance)		
PARTICIPANTS	Voir liste de présences en annexe		
ORDRE DU JOUR :			
<ul style="list-style-type: none"> • Validation des rapports de suivi-évaluation du Plan d'action de la Lettre de Politique Sectorielle ; • Questions diverses 			

1. ALLOCUTIONS D'OUVERTURE

Trois allocutions ont été prononcées respectivement par :

- Le Directeur Exécutif (DE) de l'AP/SFD : M. Sidy Lamine NDIAYE a souligné l'importance que revêtent les réunions du CNC pour l'Association Professionnelle et dans la poursuite de la dynamique de concertation entamé dans le secteur depuis plusieurs années maintenant. Pour M. NDIAYE, les projets et programmes d'appui ont beaucoup apporté et les bons résultats enregistrés témoignent de l'engagement de tous acteurs du secteur. Il souligne que l'AP/SFD va s'orienter davantage vers la professionnalisation des SFD avec la convention collective, l'assistance technique à ses membres et l'éducation financière. Pour finir, il a remercié les Autorités d'avoir bien voulu soutenir la candidature du Sénégal à la Présidence du Réseau Africain de Microfinance (AFMIN) dont le compatriote M. Ousmane THIONGANE a été porté à la Présidence ;
- Le représentant de la Coopération Italienne et du sous-groupe thématique des bailleurs de fonds microfinance : M. Aldo CERA s'est félicité de la tenue de cette quatorzième réunion qui confirme le dynamisme du CNC, un cadre de partage, d'harmonisation et de suivi-évaluation du Plan d'action de la LPS. Il s'est également réjoui du bon niveau de réalisation du plan d'action. Il souhaite néanmoins une plus forte articulation entre la LPS et la Stratégie de Réduction de la Pauvreté. Dans ce sens, M. CERA informe que le sous-groupe thématique va entamer une réflexion et discuter avec l'Unité de Coordination et de Suivi de la Politique Economique (UCSPE) pour une meilleure prise en charge des actions réalisées dans le secteur dans le DSRP III ;
- Le Directeur de la Microfinance : M. Tafsir Amadou MBAYE a salué la présence de tous les acteurs à cette rencontre de validation des rapports de suivi-évaluation du plan d'action. Il a rappelé les conclusions de la dernière réunion tenue le 08 septembre 2010 et qui a permis de valider le rapport de l'étude sur la transformation des groupements d'épargne et de crédit. Pour M. MBAYE, il est urgent de prendre en charge les conclusions de cette étude et d'accompagner ces structures afin de préserver

l'intérêt des déposants et la stabilité financière du secteur. Le Directeur de la Microfinance a, par ailleurs, adressé ses vives félicitations à l'AP/SFD pour la nomination de M. Ousmane THIONGANE à la tête de l'AFMIN à la suite d'une candidature portée par toute la délégation sénégalaise. Il a également rendu un vibrant hommage au Président sortant, M. NGUESSAN (qui a porté et soutenu la candidature du Sénégal), avant de renouveler l'engagement de l'Etat à soutenir le nouveau Président dans sa mission. Pour finir, M. MBAYE invite à une analyse professionnelle des rapports de suivi-évaluation, à un examen des faiblesses et contraintes et à une bonne prise en compte de la finance inclusive et de la finance responsable, nouveaux paradigmes qui doivent encadrer l'atteinte des objectifs de la LPS. Il juge la démarche actuelle, faite de CNC thématiques et de réunions de validation des rapports de suivi-évaluation, adéquate.

2. PRESENTATION DES RAPPORTS DE SUIVI-EVALUATION DU PLAN D'ACTION ET CONTENU DES ECHANGES

Le Responsable Suivi-Evaluation du Plan d'action de la Lettre de politique sectorielle a présenté :

- la situation globale du secteur de la microfinance au 30/06/10 ;
- le niveau de réalisation des activités du plan d'action au 31/08/10 ;
- le niveau de mobilisation des fonds au 31/08/10.

Par rapport à la situation du secteur, la plupart des indicateurs ont évolué favorablement après la situation préoccupante observée entre janvier et juin 2009 (portefeuille dégradé, baisse de l'encours de crédit au niveau des grands réseaux, réduction du nombre d'emprunteurs actifs). En effet, la qualité du portefeuille s'est beaucoup améliorée et les encours de dépôts et de crédit ont connu une nette progression.

Par rapport à la mobilisation des fonds et à la réalisation du plan d'action, le niveau de mise en œuvre est globalement satisfaisant. Le taux de couverture du budget (86% soit 30 milliards FCFA) permet une exécution correcte du plan d'action et des activités majeures ont été réalisées au niveau de tous les axes stratégiques. En termes changements positifs durables apportés cependant, le chantier reste encore vaste dans tous les axes stratégiques.

Les différents problèmes soulevés dans le rapport ont été passés en revue et les représentants respectifs de chaque structure responsable ont fourni des éléments de réponse :

AP/SFD : Le processus d'installation des points focaux est en bonne voie pour les zones Nord, Centre et Sud. Un calendrier de mise en place a été élaboré et ceux de Kaolack et Ziguinchor devraient être opérationnels en décembre 2010. L'Assemblée Générale sera également tenue avant la fin de l'année car constituant une obligation réglementaire. L'AP/SFD s'engage à mettre en œuvre les recommandations la concernant, en particulier en termes de planification de ses activités et de suivi-évaluation.

Agence Canadienne de Développement International (ACDI) : L'étude « Femmes et Microfinance » commanditée par l'ACDI n'a pas abouti, le consultant n'ayant pas jamais transmis de rapport. C'est pourquoi le contrat a été résilié et l'étude sera relancée.

Programme d'Appui à la Microfinance – Volet 2 : Les rapports diagnostic des 30 SFD partenaires potentiels ont été validés et un plan de renforcement est en cours d'élaboration pour chaque institution. En outre, une convention a été signée avec l'AP/SFD pour l'installation du point focal et la mise en œuvre d'un programme d'éducation financière au profit des membres. Pour la ligne de refinancement, la sélection de l'opérateur est en cours et la mise à disposition devrait intervenir avant la fin de l'année 2010.

BCEAO : Les comptes d'épargne dormants constituent un réel problème, tant au niveau des banques qu'au niveau des SFD. Au Sénégal, c'est la zone Sud qui est la plus touchée. Ce problème préoccupe la BCEAO au plus haut niveau et une étude de faisabilité pour la mise en place d'un fonds de garantie des dépôts est même en cours.

Par rapport aux sessions de formation sur le nouveau référentiel comptable, les participants sont bien sélectionnés et la BCEAO veille à ce que ce ne soit pas les mêmes agents qui y participent. Pour la fiscalité des SFD, une étude a été réalisée par la Banque Centrale.

En ce qui concerne les problèmes de gouvernance au sein des SFD et l'absence de sanctions disciplinaires, la BCEAO prépare un séminaire sous-régional avec l'ensemble des acteurs pour voir dans quelles mesures améliorer la situation dans les pays de la zone UEMOA.

En outre, il est important d'intégrer dans la liste des instructions publiées les trois de 2009 sur le nouveau référentiel comptable.

Programme d'Appui au Secteur Privé et à la valorisation de la diaspora Sénégalaise en Italie (PLASEPRI) : l'accord cadre de refinancement a été signé avec la BIMAO et avec la Banque Régionale de Solidarité.

Les autres sujets de discussion ont été relatifs :

- ☞ à l'absence de cadre permanent de concertation entre banques et SFD ;
- ☞ à l'optimisation de l'impact des sessions de formation organisés pas les projets/programmes au profit des SFD ;
- ☞ à la non prise en compte de la gestion des performances sociales (en termes d'indicateurs et d'activités) dans le plan d'action ;
- ☞ à une meilleure articulation entre microfinance et développement local/rural ;
- ☞ à la faiblesse du nombre de SFD transmettant leurs états financiers à la tutelle ;
- ☞ à la baisse du taux de pénétration des SFD dans la zone centre (régions de Diourbel, Fatick, Kaolack et Kaffrine) ;
- ☞ à la faible implication du CNC dans le processus d'élaboration du DSRP III ;
- ☞ à la représentativité de l'échantillon Sénégal du *mixmarket* ;
- ☞ à la diffusion de l'instruction de la BCEAO sur les ratios prudentiels ;
- ☞ au développement de nouveaux produits en milieu rural ;
- ☞ la faiblesse du nombre de formateurs pour l'appui technique aux SFD.

Pour chaque sujet, nous résumons dans le tableau suivant une synthèse des conclusions.

SUJET	CONCLUSIONS / REPOSES
Dynamisation de la concertation entre banques et SFD	Le Programme d'Appui à la Lettre de Politique Sectorielle (PALPS) continuera à œuvrer pour la dynamisation de la concertation entre les deux entités avec des rencontres d'échanges, mais aussi à travers le rapprochement du top management des deux associations professionnelles
Optimisation de l'impact des nombreuses sessions de formation	L'accent sera mis sur une sélection beaucoup plus rigoureuse des participants (profil type à préciser) et un suivi post-formation rapproché. C'est d'ailleurs cette démarche qui a été préconisée par le PAMIF 2. Il a été également recommandé de s'orienter plus vers des formations métiers et étudier dans quelles mesures les institutions pourraient contribuer financièrement à ces sessions.
Prise en compte de la Gestion des Performances Sociales (GPS)	Les indicateurs sociaux de la microfinance ont été bien pris en compte dans le suivi (portée, couverture géographique, accès des femmes aux services d'épargne et de crédit, etc.). Néanmoins, la GPS n'a pas été inscrite de façon explicite dans la LPS car ayant été mise en place au Sénégal bien après l'actualisation du plan d'action. Elle sera prise en compte lors de l'évaluation à mi-parcours du plan d'action. En outre, des outils d'analyse performants existent pourraient être utilisés dans le cadre d'une évaluation de l'impact de la microfinance sur l'amélioration de la qualité de vie des populations.
Articulation entre microfinance et développement local/rural	Les représentants de l'ACDI et de la Coopération Italienne ont souhaité une meilleure articulation entre les projets de développement rural & local et ceux de microfinance. En effet, certains projets de développement rural ont des volets « microfinance » qui auraient pu être – durant la phase de formulation – articulés au dispositif actuel de mise en œuvre de la LPS. Le sous-groupe thématique des bailleurs de fonds prévoit une réflexion pour définir les modalités d'une plus forte articulation entre la microfinance et le développement local (en rapport avec le Programme National de Développement Local)
Faiblesse du nombre de SFD transmettant leurs états financiers à la tutelle	Le nombre de SFD transmettant leurs états financiers et rapports annuels a été évalué par la DRS/SFD à 140, soit un taux de transmission de 27% seulement. Ce taux, jugé très faible, a été confirmé avec les services de la DRS/SFD. Néanmoins, il intègre les institutions agréées et qui ne fonctionnent plus mais dont le retrait d'agrément n'a pas encore été prononcé. Des efforts doivent être faits pour améliorer ce taux afin de permettre la production de statistiques de qualité.
Baisse du taux de pénétration des SFD dans la zone centre	Ceci pourrait être lié au retrait de l'échantillon de trois institutions (ASACASE, FDEA et REMECU) assez présentes dans la zone mais dont les données n'ont pas été transmises à la DMF pour les besoins de suivi. Des investigations plus poussées permettraient d'identifier les causes réelles de cette baisse qui augmente davantage la forte attente envers le PAMIF 2 dans le cadre de la bancarisation des populations de la zone Centre.
Faible implication du CNC dans le processus d'élaboration du DSRP III	Le sous-groupe thématique des bailleurs de fonds prévoit une réflexion pour définir les modalités d'une plus forte articulation entre la microfinance et le DSRP III (en rapport avec l'UCSPE).
Représentativité de l'échantillon de comparaison du mixmarket	Du fait de la faiblesse des institutions sénégalaises et de la zone UEMOA référencées sur le mix, la comparaison avec les benchmarks reste difficile. C'est pourquoi, l'AP/SFD en rapport avec <i>Microfinance Transparency</i> , et les différents projets/programmes se sont engagés à encourager leurs institutions partenaires à poster leurs informations sur cette plateforme mondiale.
Diffusion de l'instruction de la BCEAO sur les ratios prudentiels	Un comité technique regroupant la DRS/SFD, l'AP/SFD, la DMF, le PALPS, le PAMIF 1 et le projet AFR017 a été mis en place pour élaborer une stratégie commune de diffusion des règles prudentielles. Une première réunion a été déjà tenue et l'ensemble des instructions seront diffusées en 2011.
Développement de nouveaux produits en milieu rural	Il a été recommandé d'attendre les résultats de l'étude commanditée par le CNC sur l'état des lieux de la microfinance rurale afin d'identifier les pistes de développement de nouveaux produits.
Faiblesse du nombre de formateurs pour l'appui technique aux SFD	Pour le représentant du PALPS, le renforcement du niveau méso est nécessaire afin de garantir un accès durable des SFD à des services non financiers suffisants et de qualité

3. CLOTURE

Le Directeur de la Microfinance a remercié l'ensemble des participants à cette quatorzième réunion pour la qualité des débats et informé de la tenue de la quinzième réunion du CNC portant validation des termes de référence de l'évaluation à mi-parcours du plan d'action de la LPS prévue le 03 novembre 2010.

La séance fut levée aux environs de 13h10.

LISTE DE PRESENCES

PRENOMS – NOM	STRUCTURE
1. Issa DIEYE	Direction de la Microfinance
2. Makhary SAMB	Direction de la Microfinance
3. Waly Clément FAYE	Direction de la Microfinance
4. Tafsir Amadou MBAYE	Direction de la Microfinance
5. Thierno Alioune DEME	BCEAO – Direction Nationale
6. Sidy Lamine NDIAYE	AP/SFD
7. Baye Djiga DIAGNE	CMS
8. Papa Aly NDIOR	ACEP
9. Samba DIA	PAMECAS
10. Ousmane THIONGANE	U-IMCEC
11. Mamadou Lamine GUEYE	CAURIE-Microfinance/ APSFD
12. Linda CHIASSON	Coopération Canadienne
13. Alimata SANOGO-TOORE	Fonds d'Equipe ment des Nations Unies
14. G. Rodolphe MISSINHOUN	Banque Islamique de Développement / Bureau Régional Dakar
15. Laurence JANSSENS	Agence Belge de Développement
16. Corine NIOX DIOUF	Agence Belge de Développement
17. Aldo CERA	Coopération Italienne
18. Kotsoni AKEMAKOU	Lux Development
19. Roland SIEBEKE	Coopération Technique Allemande
20. Mansa OUALY	Programme d'Appui à la Microfinance – Volet 1 (PAMIF 1)
21. Abdoulaye DIASSE	Programme d'Appui à la Microfinance – Volet 2 (PAMIF 2)
22. Cheikh SAMB	Programme d'Appui à la Microfinance – Volet 2 (PAMIF 2)
23. Cheikh Sadibou LY	Programme d'Appui à la Lettre de Politique Sectorielle (PALPS)
24. Moustapha GUEYE	ONG AQUADEV
25. Paule DROUIN	DID- Sénégal
26. Denise Fatoumata NDOUR	Fondation SEN'FINANCES
27. Kadiatou Boiro SARRE	PLANET FINANCE
28. Adéline DAILLIET	PLANET FINANCE
29. Babacar SAMBE	GRAMEEN FOUNDATION